

# LETTRE D'INFO

## 1<sup>er</sup> trimestre 2019



**DIDIER MANDELLI,**  
SÉNATEUR DE LA VENDÉE  
PRÉSIDENT DU GROUPE D'ÉTUDE  
ÉCONOMIE CIRCULAIRE

"Bien avant la prise de conscience politique, l'industrie a compris que l'économie circulaire n'était pas une punition mais une opportunité de créer de la richesse."

[Lire la suite](#)

LA FIEEC VOUS PRÉSENTE SES  
**MEILLEURS VOEUX 2019**





# SOMMAIRE

4	<b>Actualités industrie &amp; partenaires</b>
7	<b>Actus des adhérents</b>
13	<b>Notre profession</b>
13	<i>Nouveaux arrivants</i>
14	<i>Publications</i>
16	<i>Calendrier des événements</i>
17	<b>Interview - Didier MANDELLI</b>
19	<b>Actualités des services &amp; équipes</b>
20	<b>Juridique</b> ●
22	<b>Normalisation</b> ●
24	<b>Interviews du mois</b>
24	<i>Manal EL BEKKARI</i> <i>Doctorante-enseignante chercheur</i> <i>IAE Lyon, centre de recherche Magellan</i>
25	<i>Emmanuel PETIT</i> <i>Président de la Commission</i> <i>Fédérale de Politique Technique (CFPT)</i>
26	<b>International</b> ●
28	<b>Environnement</b> ●
30	<b>Europe</b> ●
32	<b>Numérique</b> ●
34	<b>Emploi &amp; formation</b> ●

# Actualités industrie & partenaires

## PROJET DE LOI "PACTE" : REPRISE DE L'ÉTUDE DU TEXTE AU SÉNAT



Dans le cadre de ses travaux préalables, la Commission spéciale présidée par la Sénatrice Catherine FOURNIER (UC), a auditionné Bruno LE MAIRE ministre de l'Économie et des Finances. Le Sénat va donc commencer sa session d'étude du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises. Pour rappel, lors du passage du texte à l'Assemblée nationale, la FIEEC avait fait parvenir à certains Députés une position et une série de propositions sur le projet de loi qui exprimaient notamment le souhait de la Fédération de replacer les enjeux numériques et énergétiques ainsi que la nécessité d'adapter l'économie française aux transitions en cours au cœur du texte et du débat parlementaire.

Pour en savoir plus [cliquer-ici](#).

## PLF 2019 ADOPTION DÉFINITIVE



L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 20 décembre en lecture définitive, le projet de loi de finances pour 2019, par 182 voix pour et 52 contre. La veille, le Sénat avait rejeté le texte, sans examiner la version issue de la nouvelle lecture à l'Assemblée ; reprochant aux Députés d'être revenus, lors de cette lecture, sur la plupart des modifications apportées en première lecture par la chambre Haute. Sur le volet de la fiscalité écologique, la suppression de la hausse des tarifs de la TICPE, votée dès fin novembre par les Sénateurs, est maintenue. En revanche, plusieurs dispositions validées par les sénateurs et réclamées par les collectivités n'ont pas résisté à la navette parlementaire (TGAP amont, fléchage de la contribution climat énergie...).

Pour accéder au texte dans son intégralité [cliquer-ici](#).



## SEMAINE DE L'INDUSTRIE 2019

---



La 9<sup>ème</sup> édition de la Semaine de l'Industrie aura lieu **du 18 au 24 mars 2019, partout en France**. Depuis 2011, la Semaine de l'Industrie valorise le secteur de l'industrie et ses acteurs en proposant des événements pédagogiques et de découverte au grand public. **Visites d'entreprises, job dating, forums métiers, web-conférences, interventions en classe, forum des métiers, expositions...** Chaque année, ce rendez-vous national contribue à renforcer l'attractivité de l'industrie et de ses métiers, notamment auprès des jeunes. Il promeut aussi la mixité des métiers et la place des femmes dans le secteur. **Cette année, la « French Fab en mouvement » sera à l'honneur.**

Si vous souhaitez inscrire un événement lors de cette semaine pour qu'il soit labellisé vous avez jusqu'au 11 mars 2019 en remplissant le [formulaire](#) dédié.

Une fois votre projet labellisé, vous recevrez automatiquement un kit de communication. Votre événement apparaîtra sur la carte des événements géolocalisés, consultable par les visiteurs sur le site [semaine-industrie.gouv.fr](http://semaine-industrie.gouv.fr) dès le 15 janvier.

**Pour être labellisé, l'événement doit répondre à 4 critères :**

- se dérouler entre le 18 et le 24 mars 2019 ;
- être ouvert au grand public et / ou aux jeunes et / ou aux demandeurs d'emploi ;
- avoir pour objectif d'informer ou de communiquer sur le thème de l'industrie ;
- être gratuit.

## CES 2019 LAS VEGAS

---



L'édition 2019 du CES s'est tenue à Las VEGAS du 8 au 11 janvier dernier. La FIEEC était partenaire de cet événement qui a débuté par une présentation des grandes tendances du moment. Pour Steve KOENIG, Vice-Président Recherche de la CTA (*Consumer Technology Association*) « nous sommes dans une période de transition entre l'ère connectée marquée par une décennie qui a vu l'explosion des Facebook, Twitter, Instagram et autre Snapchat et l'ère des données ("data") omniprésentes qui devrait marquer les prochaines années : " la vie privée en ligne va devenir un point de discussion critique au niveau mondial." »

Parmi les grandes « *techtrends* » de 2019 : on retient la 5G, la *smart home*, l'intelligence artificielle, la généralisation de la commande voix des appareils connectés ou encore la multiplication de l'application de la réalité virtuelle et augmentée... autant de défis et d'opportunités à saisir pour le tissu industriel français comme européen.

## 7 NOUVELLES VITRINES INDUSTRIE DU FUTUR



Lors de l'annonce fin septembre de mesures d'accompagnement des PME industrielles vers la transformation numérique, Bruno Le MAIRE a également souhaité que les industriels les plus engagés dans leur transformation soient mis à l'honneur et inspirent leurs pairs. Ainsi, les labels « *Vitrine Industrie du Futur* » décernés par l'Alliance Industrie du Futur (AIF) passeront progressivement de 45 à plus de 100 d'ici 2020 et couvriront l'ensemble du territoire.

**7 nouvelles Vitrines ont été labellisées à l'occasion du Conseil d'administration de l'AIF le 23 octobre dernier : Schaeffler, Alfi Technologies, Somfy, SNCF Hellemmes, Seco Tools, Lisi Aerospace et Sanofi Vitry.**

Pour Bruno GRANDJEAN, Président de l'Alliance Industrie du Futur : « *Le soutien renouvelé de l'État pour la labellisation des Vitrines Industrie du Futur est un signal positif. Ces Vitrines ont aujourd'hui une valeur d'exemple largement reconnue en France et l'international nous fait désormais appel pour comprendre et connaître ces entreprises exemplaires. Nous mettons tout en oeuvre pour que l'ensemble des industriels se les approprient et s'engagent vers l'Industrie du Futur, gage de compétitivité, à long terme.* »

Pour accéder au communiqué de presse dans son intégralité [cliquer-ici](#).

## FORUM INTERNATIONAL DE LA CYBERSÉCURITÉ



A l'occasion du FIC qui se tiendra les **22 et 23 janvier** prochain à Lille, La CPME organise, en partenariat avec le CINOV-IT et la CCI Ile-de-France, le village des TPE et PME professionnelles de la cybersécurité afin d'échanger sur les enjeux et défis auxquels doivent faire face le tissu de petites et moyennes entreprises en matière de risques cyber.

Pour accéder au programme détaillé de l'évènement [cliquer-ici](#).



# Actus des adhérents

## CSF - INFRASTRUCTURES DU NUMÉRIQUE



Créé sous l'impulsion d'InfraNum, de la FFT, d'AFNUM, et du SYCABEL, le Comité Stratégique de Filière des Infrastructures du numérique a été officiellement labellisé le **22 novembre 2018** par le Conseil National de l'Industrie.

Président : Didier CASAS, Président de la FFT, Directeur Général adjoint de Bouygues Télécoms,

Vice-Président : Jacques de HEERE, Vice-président Télécoms du SYCABEL, PDG d'Acome.

### Les priorités du CSF

Les usages permis par le numérique et les transformations associées – objets du CNI numérique nécessitent la mise à disposition préalable, sur l'ensemble du territoire, d'infrastructures numériques à la hauteur des enjeux associés, y compris sur le plan régalién et de la souveraineté.

L'enjeu actuel est le déploiement du THD (Très Haut Débit) fixe et mobile, qui constitue le plus grand chantier d'infrastructure pour les 15 ans à venir. Les défis majeurs pour demain en matière d'infrastructure numérique, au-delà du nécessaire soutien à l'innovation notamment dans sa dimension réglementaire, sont ceux de la mise en œuvre de la 5G et de l'Internet des Objets (IOT) combiné à l'intégration d'intelligence dans les réseaux (*smart*). L'Internet des Objets (IOT), dans ses différents aspects (notamment territoires intelligents, voitures connectées, e-santé, e-agriculture), est un domaine susceptible d'apporter des bénéfices significatifs à la société dans son ensemble. Enfin, à côté de la 5G et de l'IOT, un autre défi majeur concerne la question de la confiance à apporter à une infrastructure numérique.

La filière des infrastructures numériques est constituée d'une chaîne de valeur industrielle complète, dont les acteurs sont particulièrement représentés en France et qu'il convient de rassembler et de structurer. Les enjeux sont nombreux et la filière est prête à se mobiliser pour mieux relever, avec le soutien de l'Etat, les défis en termes d'emploi, de confiance, d'innovation et d'export. La création d'un CSF Infrastructures numériques prend ainsi tout son sens. Il permettra par exemple de mettre en place :

- Une plateforme d'expérimentation 5G en réseaux multi-sites et multi-opérateurs, ouverte notamment aux PME (*fablab de la 5G*) ;
- Une offre française à l'export appuyée par une marque ombrelle ;
- Un référentiel harmonisé des métiers et des passerelles vers les métiers de la 5G et des territoires intelligents.

Le CSF représente : 13 000 entreprises , 280 000 salariés en France et 52 Mds € de chiffre d'affaires.

[En savoir plus](#)

## MIEUX DÉCRYPTER LES MARCHÉS GRÂCE À GIFAM INSIGHTS



Le Gifam vient de créer Gifam Insights, son nouveau département statistiques et études. L'objectif ? Proposer aux entreprises et aux syndicats professionnels des études sur-mesure grâce à une méthodologie adaptée à leurs exigences. Gifam Insights offre ainsi une analyse complète, pour mieux décrypter les marchés BtoB et BtoC et leurs enjeux, de la création de l'offre, jusqu'à l'utilisateur final.

Le service met à disposition de ses clients trois types d'études : quantitatives, qualitatives et expertes. Qu'il s'agisse de mesurer une perception, de quantifier des tendances, de comprendre les comportements, les attentes ou encore les fondements d'un marché, chaque offre s'adapte aux différents objectifs de l'organisation.

Pour plus de renseignements sur les études Gifam Insights, contactez Damien CHICAUD, Directeur Statistiques et Études du Gifam au 01 53 23 06 53 ou par [e-mail](#).

## ACTION JEUNESSE : E-VISIONS LANCE UN NOUVEAU CONCOURS



e-VISIONS a lancé, le **12 novembre 2018**, Les Espoirs Icona d'Or, un nouveau concours à l'attention des étudiants des écoles de design, d'architecture et des élèves et apprentis des lycées et écoles professionnels, formant aux métiers de la communication visuelle.

L'objectif premier est de promouvoir les métiers de la communication visuelle auprès des jeunes.

Cette action s'inscrit dans une série d'initiatives menées par e-VISIONS à destination des jeunes :

- partenariats avec les établissements professionnels et centres de formation du secteur de la communication visuelle ;
- révision de référentiels pour que les formations dispensées évoluent en même temps que les métiers ;
- lancement de nouvelles formations pour répondre aux besoins du marché.

Pour en savoir plus, [cliquez-ici](#) et [ici](#)



## JTE - ELECTRONS D'OR



La JTE et les Electrons d'Or unissent pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive leurs compétences et leurs expertises au service de rencontres entre professionnels et donneurs d'ordres de la Filière Électronique.

La JTE et les Electrons d'Or auront lieu le **jeudi 27 juin 2019** au Centre d'Affaires Paris Trocadéro.

*Programme et thèmes à venir.*

## 23<sup>ÈMES</sup> TROPHÉES DU SPDEI : 2019 SERA UNE ANNÉE CLÉ !



Le **4 décembre** dernier à l'Automobile Club de France (Concorde), le SPDEI a remis aux fabricants de composants les Trophées de la profession pour la 23<sup>ème</sup> année consécutive. Avant le point de conjoncture du Président, Pascal FERNANDEZ, Jean-Luc ESTIENNE (Président d'ACSIEL) et Masafumi TANAKA (Ministère de l'Économie et des Finances) sont respectivement intervenus sur la création du Comité Stratégique de filières dédié à l'industrie électronique et sur la finalisation de l'étude prospective sur la fabrication électronique en France. Dans ce contexte positif, l'année 2019 doit marquer un tournant et confirmer la mobilisation de la filière pour son avenir : innovation, formation, rayonnement international .... Le SPDEI répondra présent pour porter avec force la voix de la distribution industrielle.

## « JOURNÉE DE LA DISTRIBUTION » À L'ESPACE HAMELIN



Une cinquantaine d'entreprises de la distribution BtoB et BtoC sont venues assister à cette réunion d'information le **17 octobre 2018**. Étaient présentes : Adeo Services, Alinea, But International SAS, Bricomag, Bricoman, Bricomarché, Ca2e, Cargo, Carrefour, Conforama, Ikea, Kingfisher, Maison Du Monde, Socada, Vert Batim. La journée portait sur les évolutions réglementaires de l'année : la révision du règlement 874/2012 pour l'étiquetage énergétique et la création de la base EPREL, la révision d'Eco-design (One Single Régulation), l'éco-contribution sur les luminaires ménagers et l'application de la Directive RED. La DGCCRF est intervenue comme tous les ans pour faire un point sur la surveillance de marché.

## L'ACN ET LA CPME LANCENT UNE ENQUÊTE

### « VOTRE PME EST-ELLE BIEN PROTÉGÉE FACE AU RISQUE CYBER ? »



L'un des principaux enseignements de l'année 2018 en termes de cybersécurité est l'exposition croissante des entreprises aux attaques et plus particulièrement des plus petites d'entre-elles. Cette augmentation du risque cyber est lié à l'augmentation du nombre d'attaques amplifié par le faible niveau de préparation des PME face à cette problématique. Ainsi, les termes de *ransomware* ou encore de *cryptolockers* entrent dans le

vocabulaire d'un nombre sans cesse plus élevé de dirigeants de PME.

Afin de sensibiliser les PME sur cet enjeu capital, la CPME avec le soutien de plusieurs partenaires dont l'ACN, lance une grande enquête en ligne « *Votre PME est-elle bien protégée face au risque cyber ?* » dont l'objectif est de mesurer le niveau de préparation et donc d'exposition des petites entreprises face au risque cyber.

Ce questionnaire permet ainsi aux PME de faire un point, en 3 minutes, sur les principales questions à se poser pour amener les bases d'une réflexion en matière de cybersécurité. Toute les PME qui le souhaitent sont invitées à participer en répondant à cette enquête sur le [lien suivant](#) avant le **20 janvier 2019**.



Le Gimélec s'associe à eCl@ss pour organiser, le **11 mars 2019** (10h-16h), une journée d'information pour les entreprises françaises :

Cette journée s'intitule : « *Entrez dans le monde numérique – une sémantique pour l'e-business et l'industrie du futur* ». Elle sera l'occasion de montrer des utilisations d'eCl@ss à partir d'exemples concrets provenant d'entreprises françaises et internationales. L'objectif est de créer une plateforme d'aide pour les utilisateurs d'eCl@ss et toutes les autres parties intéressées, d'échanger des idées et d'aborder des questions spécifiques à la France, cette journée permettra également de mettre nos ressources en

commun et de se soutenir mutuellement dans la recherche de nouvelles solutions et stratégies.

eCl@ss est un standard de données intersectoriel permettant la classification et la description explicite des produits et des services. Il est le seul standard industriel conforme aux normes ISO/CEI à s'être imposé tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Gratuit, sur inscription : [cliquez-ici](#)

Lieu : *Schneider Electric Art & Fact*  
9 rue Henri Sainte-Claire Deville  
92500 Rueil Malmaison, France

## GOFLEX, LE NOUVEL INDICE DE FLEXIBILITÉ ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Le Gimélec entend promouvoir la flexibilité des bâtiments, élément clé de la transition énergétique, pour faciliter l'intégration des EnR et le déploiement des nouveaux usages comme la mobilité électrique, tout en veillant à l'optimisation des réseaux électriques. C'est en ce sens que l'organisation professionnelle propose aux parties prenantes du secteur du bâtiment l'indice GoFlex qui permet de mesurer et de valoriser le potentiel de flexibilité énergétique d'un bâtiment ou d'un parc de bâtiments. GoFlex caractérise leur

capacité à stimuler les consommations lors des épisodes d'abondance d'énergies renouvelables à toutes les échelles et à les effacer lors des périodes de pointe. Cette flexibilité permettra de sensibiliser le consommateur à la disponibilité et à la nature renouvelable de la ressource énergétique.

[En savoir plus](#)



## USINE EXTRAORDINAIRE

Le Gimélec a été l'un des mécènes de l'Usine Extraordinaire qui s'est déroulée **du 22 au 25 novembre 2018** au Grand Palais à Paris. L'objectif de cet événement grand public était de redorer l'image de l'industrie auprès des jeunes. Pari réussi.

Ces 4 jours au Grand Palais ont permis au public de redécouvrir ce qu'est l'industrie aujourd'hui et ce que sera celle de demain.

L'Usine Extraordinaire en quelques chiffres :

- 1 lieu extraordinaire : la grande nef du Grand Palais ;
- 40 500 visiteurs, dont 10 300 scolaires issus de 55 départements 245 conférences ;
- 245 conférences, *talks* et *shows* dans les espaces de prises de parole ;

- 13 Ministres ;
- + de 200 retombées média en 4 jours ;
- 200 étudiants-guides répartis sur 5 parcours de visites pendant les journées spéciales "*scolaires*".

Le Gimélec avait constitué un collectif avec ses adhérents et partenaires : ABB – ATOS – IFM Electronic – PHOENIX Contact – REXEL – SCHNEIDER ELECTRIC – SICK et SIEMENS. Ce fut l'occasion pour eux de présenter les métiers de l'industrie qui recrutent, notamment en marketing, commerce, vente, communication, ou encore services.



## SALON DATA CENTER WORLD

Le @Gimelec était présent au dernier salon *Data Center World Paris* les 27 et 28 novembre avec plusieurs interventions :

- l'avenir de l'énergie sécurisée, *smart* et durable, par Patrick BOIS, Schneider Electric
- les enjeux institutionnels de la filière française du *datacenter*, avec André ROUYER, Gimélec et Guilhem COTTET, France Datacenter
- les *Data centers*, l'énergie de demain ? Table ronde

animée par André ROUYER (Gimélec) avec Matthieu CALES (Cap Ingelec), Gaetan THORAVAL (ENR/CERT), Claire FLORETTE, (ADEME Direction IDF), Hichem MENJEL (Efirack) ;

- l'économie circulaire, notre seconde nature : décryptage avec le Gimélec, dans le cadre de sa démarche « Play EC », avec Jacques PERROCHAT, membre de comités Gimélec, et Delphine EYRAUD, Gimélec.

## RÉSEAU DE COMMUNICATION RÉSIDENTIEL : LA SOLUTION QUI RÉPOND AUX BESOINS MULTIMÉDIA



SYCABEL

IGNES et SYCABEL se sont mobilisés conjointement pour réaliser un outil de démonstration pédagogique : « Réseau de communication résidentiel », tenant compte du nouveau cadre réglementaire.

Ce démonstrateur met en évidence l'aspect fonctionnel du câblage résidentiel qui permet de répondre à tous les besoins, offre une garantie d'harmonisation des installations, plus de confort aux usagers, ainsi qu'une évolutivité des logements en distribuant dans les différentes pièces du logement l'ensemble des services téléphone, données numériques et audiovisuels.



Cet outil est installé au sein de l'Espace Innovation de l'Espace Hamelin. De nouvelles démonstrations auront lieu au cours de l'année 2019.

Pour plus d'informations :

IGNES (Groupement des industries du génie numérique, énergétique et sécuritaire)  
Sandra IMPÉRATRICE - 01 45 05 70 95 - [simperatrice@ignes.fr](mailto:simperatrice@ignes.fr)

SYCABEL (Syndicat professionnel des fabricants de fils et câbles électriques et de communication)  
Anne PASSERON - 01 47 64 68 12 - [anne.passeron@sycabel.com](mailto:anne.passeron@sycabel.com)

## MATINALE « SMART HOME » SPÉCIALE DEBRIEFING DU CES 2019



IGNES organise une Matinale « *Smart Home* » exclusivement dédiée au Débriefing CES 2019 le **jeudi 31 janvier 2019** à l'Espace Hamelin, de 8h30 à 11h00.

2 thèmes principaux seront abordés :

- le croisement des marchés : *smart home* et automobile, mobilité, écrans et santé, industrie 4.0 / IoT, robotique de services ...
- le croisement des technologies : L'IoT et le tout connecté autonome, la connectivité et le déploiement de l'IP, les interfaces utilisateurs naturelles, la sécurisation des transactions
- la *blockchain*...

Pour vous inscrire, [cliquez ici](#)

Espace Hamelin 17 rue de l'Amiral Hamelin 75016 Paris

## MONDIALTECH

Mondial tech qui s'est déroulé du **1<sup>er</sup> au 6 octobre 2018**, était la première édition d'un nouveau salon dans le mondial de l'Auto pour parler de la Tech dans la mobilité.

L'AFNUM a souhaité être présente sur cet événement afin de rendre visible l'importance du dialogue entre nos entreprises et celles de la filière automobile à l'heure où nous parlons de véhicules « autonomes ».

Pour en savoir plus [cliquer-ici](#).



## L'AFNUM SIGNATAIRE DE L'APPEL DE PARIS : CALL FOR TRUST AND SECURITY IN CYBERSPACE

*Ransomware*, attaques DDOS, hameçonnage (*phishing*), *malware*, ou encore vols de données, fraudes à la carte bancaire, défiguration de site web... autant de pratiques malveillantes dont de plus en plus d'entreprises et personnes physiques font la désagréable expérience.

Cet appel a pour ambition d'élever au juste niveau la sécurité des réseaux et des systèmes d'information et donne une envergure mondiale à cette ambition pour sensibiliser l'ensemble des parties prenantes de l'internet afin de lutter et de protéger la paix dans le monde virtuel.

Pour en savoir plus, [cliquer-ici](#).



## L'AFNUM PARTICIPE A UN COLLOQUE CONSACRÉ AU THÈME DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Le 13 décembre dernier, l'AFNUM prenait la parole à une **conférence sur l'économie circulaire** organisée à la Maison de la chimie en présence de parlementaires et d'industriels.

Catherine MARTIAL, Présidente du groupe de travail environnement/RSE de l'AFNUM a rappelé l'engagement de nos entreprises et l'importance du mot « économie » dans le concept d'économie circulaire.

Dans le contexte du futur projet de loi qui sera en discussion en 2019, l'AFNUM alerte sur le risque d'appliquer à l'économie circulaire les défauts du linéaire : ne parlons plus de déchets, mais bien de ressources !



# Notre profession

## NOUVEAUX ARRIVANTS



**Julie BAGDIKIAN**

**Chef du service communication institutionnelle de la FIEEC**

Julie BAGDIKIAN rejoint la FIEEC au poste de Chef du service communication institutionnelle à compter de janvier 2019. Titulaire de deux troisièmes cycles en science politique obtenus à Panthéon-Assas (Paris 2) et à l'I.E.P. d'Aix-en-Provence, Julie a commencé sa carrière en 2010 au sein d'institutions publiques et auprès d'élus. Elle a ensuite travaillé à la conception et à la mise en œuvre de campagnes de communication et stratégies média dans des agences de communication et relations publics, en France et aux Etats-Unis.



**Joël VORMUS**

**Directeur en charge des affaires publiques**

Le Gimélec a le plaisir d'accueillir, depuis le 3 décembre 2018, Joël VORMUS en tant que Directeur en charge des affaires publiques. Il accompagne également, au sein de l'équipe, les enjeux liés à la transition écologique (transition énergétique et économie circulaire notamment).

Diplômé de l'Ecole Centrale de Marseille en 2007, Joël VORMUS a débuté sa carrière en tant que responsable énergie au sein d'un bureau d'études spécialisé dans le bâtiment et l'urbanisme durable. Il a ensuite rejoint, en 2010, le CLER Réseau pour la transition énergétique où il a occupé le poste de responsable projets puis celui de Directeur.



# PUBLICATIONS

## Mise à jour des 3 tomes de fiches juridiques

Les 3 tomes mis à jour seront disponibles courant février.

Tome 1 : Formalisme contractuel

Tome 2 : Relations contractuelles

Tome 3 : Propriété intellectuelle et gestion interne de l'entreprise

Pour toute demande ou renseignement complémentaire :

[jmacaire@fieec.fr](mailto:jmacaire@fieec.fr)



## Pour une consommation plus durable : publication du rapport de Thierry LIBAERT

La consommation durable représente un des 17 objectifs de développement durable au travers de l'ODD 12 « *Consommation et production durable* » et se situe au cœur des enjeux de la mise en œuvre d'une économie circulaire telle que prévue par le Gouvernement à travers la FREC parue en avril dernier et le projet de loi à venir.

C'est pourquoi, en juin dernier, le ministre d'État, ministre de la Transition Écologique et Solidaire (Nicolas HULOT) et la Secrétaire d'État auprès du ministre d'État (Brune POIRSON) ont, à travers une lettre de mission, chargé Monsieur LIBAERT, Conseiller au sein du Comité Économique et social Européen, de rédiger un rapport sur le sujet de la consommation durable afin de replacer la société civile au centre de cette thématique et d'avancer au sein de l'UE vers un nouveau modèle de consommation responsable et équilibré. Ainsi, les trois axes proposés au sein de la lettre de mission étaient les suivants :

- Dresser un état des lieux européen et fondements d'une ambition commune ;
- Proposer un modèle économique de l'extension des garanties ;
- Garantir les conditions d'une égalité de traitement entre distributeurs physiques et distributeurs en ligne.

Dans le cadre de la rédaction de ce rapport la FIEEC a été auditionnée par Monsieur LIBAERT au titre de son expertise et dans le but de relayer les messages clés de la profession. C'est pourquoi, la Fédération fera parvenir à ses adhérents une synthèse clés en main du rapport mettant en exergue l'argumentaire et les conclusions contenues dans le document.

Pour en savoir plus [cliquer-ici](#).

Pour une  
consommation  
plus durable  
*en phase avec les objectifs européens*



Thierry LIBAERT  
Conseiller

## Analyses et statistiques du CGDD

Le CGDD a publié deux notes d'observation sur :

### Les facteurs d'évolution des émissions de CO2 liées à l'énergie en France entre 1990 et 2016

« Les émissions de CO2 du secteur productif (hors celles liées au transport) ont baissé de 24 % entre 1990 et 2016. L'amélioration des procédés de production, notamment dans l'industrie, et le recours croissant à des énergies peu carbonées sont les principaux facteurs explicatifs de cette baisse. La tertiarisation de l'économie, en partie imputable au remplacement d'une partie de la production domestique par des importations, y a toutefois également contribué. » (...)

### Les dépenses publiques de R&D en énergie en 2016

« En 2016, les dépenses publiques françaises de recherche et développement (R&D) en énergie s'élèvent à 913 millions d'euros. Ce montant baisse depuis 2011 et de manière plus soutenue en 2016. Le nucléaire concentre 45 % de cette dépense et reste le premier domaine en la matière, même si la part des nouvelles technologies de l'énergie, de 41 % en 2016, tend à augmenter. En part de PIB, les dépenses publiques de R&D portent la France en deuxième position des pays du G7, après le Japon. La France se distingue par la prépondérance du nucléaire, mais est également bien positionnée dans l'efficacité énergétique des transports, la biomasse, le solaire et l'hydrogène. » (...)

## Fin de vie des EEE et impact environnemental

En ce début d'année, Eco-systèmes et Récylum publient de nouvelles données pour évaluer l'impact environnemental de la fin de vie des équipements électriques et électroniques.

Il y a 3 ans, était lancée la construction d'une base de données inédite en Europe pour modéliser, via l'Analyse de Cycle de Vie (ACV), la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette base de données, complétée en 2018, couvre aujourd'hui la totalité des équipements ménagers et une large palette d'équipements professionnels. Elle est disponible gratuitement et en libre accès pour tous les producteurs.

Pour consulter les données, rendez-vous sur :

- la plateforme Récylum (DEEE PRO et lampes) : <http://weee-lci.recylum.com>
- la plateforme Eco-systèmes (DEEE Ménagers) : <http://weee-lci.eco-systemes.com>



# CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

**Voeux 2019  
de votre Fédération,  
le 17 janvier 2019**



**La compliance  
dans tous ses états,  
le 1<sup>er</sup> février 2019**



**Protection des données  
et des systèmes  
d'information,  
le 5 février 2019**



# Interview



Didier MANDELLI,  
Sénateur de la Vendée  
Président du Groupe d'étude Économie Circulaire

## Quels sont, selon vous, les objectifs prioritaires auxquels doit répondre le projet de loi économie circulaire ?

Le projet de loi Economie circulaire doit répondre à un objectif majeur : permettre le basculement d'une économie linéaire gourmande en ressources à une économie circulaire plus vertueuse dans les meilleurs délais et les meilleures conditions.

Cela induit le nécessaire accompagnement de tous les acteurs, qui ont souvent déjà anticipé pour beaucoup, par la puissance publique.

La Loi doit fixer le cadre et les objectifs, reprendre les conclusions et préconisations issues des travaux de la Feuille de route à laquelle ont contribué la quasi-totalité des acteurs publics et privés (entreprises et association).

La question de la fiscalité ne doit pas être éludée, les recettes doivent être affectées en totalité à l'accompagnement des différents secteurs. Il en va de l'acceptabilité et de la réussite de ce changement.

« La Loi doit fixer le cadre et les objectifs, reprendre les conclusions et préconisations... »

## Quelles sont vos attentes plus spécifiques par rapport aux industries électriques et électroniques ?

Je crois bien entendu que l'industrie a un rôle essentiel à jouer, elle est le premier et le dernier maillon de la chaîne puisqu'elle produit et recycle. Bien avant la prise de conscience politique, l'industrie a compris que l'économie circulaire n'était pas une punition mais une opportunité de créer de la richesse. Elle s'est logiquement adaptée et a opéré des changements majeurs.

Concernant les industries électriques et électroniques plus spécifiquement, j'attends bien évidemment la pérennisation définitive de la filière DEEE qui a largement prouvé son efficacité. En effet, depuis sa mise en place en 2006, la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques des particuliers a permis de recycler 318 millions d'appareils dix ans.

Les enjeux de recyclage concernant les DEEE sont particuliers puisque la complexité des composants utilisés ne permet pas de recycler tous ces déchets de la même manière. Pourtant, il y a un véritable enjeu économique puisque de nombreux appareils, et notamment les téléphones mobiles, contiennent des métaux rares servant à leur fabrication. J'ai participé

en 2016 à une mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles. Chaque année, alors que 24 millions de téléphones sont vendus en France, seuls 15% des portables usagés sont collectés. Aujourd'hui, 100 millions de téléphones usagés se trouveraient dans la nature.

Dans un monde où les déchets d'équipements électroniques et électriques sont de plus en plus nombreux, variés et complexes, les industries du secteur doivent jouer un rôle majeur en intégrant l'idée d'économie circulaire, c'est-à-dire la recyclabilité et la réutilisation, dès la conception des produits.

« Aujourd'hui, 100 millions de téléphones usagés se trouveraient dans la nature. »



A hand in a light blue sleeve points to a document. The document features a 3D pie chart with segments labeled 'Subdivisions' and 'Main company'. Below it is a bar chart titled 'Detailed information' with bars for 'Subdivision 1' and 'Subdivision 2'. The x-axis of the bar chart is labeled 'Changing business activity of subdivisions' and has months 'May', 'June', and 'July' listed. A hand holding a pen is visible at the bottom left. The background is a blue gradient with faint text from the document.

# Actualités des services & équipes

## Consultation sur les modifications du cadre des relations commerciales

La loi sur les relations commerciales du 30 novembre 2018, autorise dans son article 17 le Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance toute mesure nécessaire pour modifier le titre IV du livre IV du Code de Commerce. Le projet de texte de l'ordonnance a été diffusé fin décembre et la consultation est ouverte jusqu'au **21 janvier 2019**. La FIEEC et le Comité de Liaison des Industries Non-Alimentaire qu'elle anime, sont particulièrement attentifs au contenu de cette ordonnance qui prévoit notamment :

- trois régimes de conventions (général de droit commun/ produits de grande consommation/ fournisseurs-grossistes) ;
- une absence de date limite de signature des conventions uniques dans les deux premiers régimes précités ;
- une éventuelle limitation des CGV, comme socle unique de la négociation commerciale, aux seuls produits de grande consommation ;
- un renforcement du régime des avenants.

A ce stade, la révision des pratiques mentionnées à l'article L.442-6 du Code de Commerce ne fait pas partie du projet d'ordonnance soumis à consultation. Une proposition de texte devrait être diffusée prochainement.

La FIEEC devrait être auditionnée par l'administration sur l'ensemble du projet de texte.

## Données personnelles : organisation d'une matinale FIEEC

La FIEEC organise une matinale d'échanges consacrée au Règlement européen sur les données à caractère personnel, 8 mois après son entrée en application, afin de faire un bilan et un premier retour d'expériences sur l'opportunité concrète que peut représenter ce nouveau cadre juridique pour les entreprises.



17/01/19

Matinale FIEEC Données personnelles

FÉVRIER 2019

Commission juridique



Février 2019 : Publication des tomes juridiques de la FIEEC mis à jour



Consultation publique CNIL sur deux projets de référentiels jusqu'au 11 janvier

Représentants d'intérêts - Lignes directrices HATVP mises à jour en octobre 2018

## Anticorruption

---

Dans le prolongement de la matinale avec l'Agence Française Anticorruption (AFA) organisée par la FIEEC le 26 novembre 2018, les syndicats membres de la FIEEC et leurs entreprises adhérentes sont invités à faire remonter leurs questions en matière de prévention et de détection de la corruption.



[En savoir plus](#)

## Consommation : feuille de route économie circulaire (FREC)

---

D'après les récents échanges avec la DGCCRF, sur la partie information du consommateur et plus particulièrement concernant les pièces détachées, il nous a été confirmé que l'information dite «négative» deviendrait également obligatoire. Ainsi, le fabricant/fournisseur devra informer le vendeur même en l'absence de pièces détachées mises sur le marché. Par ailleurs, une mesure devrait prévoir le raccourcissement du délai de deux mois à 20 jours pour la transmission des pièces détachées par le fabricant/fournisseur au vendeur ou réparateur qui le demande. Enfin, concernant la garantie légale de conformité, elle pourrait être allongée de 3 ans et 5 ans pour le petit et le gros électroménager, sans qu'une extension de la présomption du défaut de conformité ne soit envisagée. La FIEEC poursuit activement ses échanges avec les pouvoirs publics.

### A RETENIR

#### RAPPEL : REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS

Pour mémoire, les organismes concernés par une activité de représentants d'intérêts auprès des pouvoirs publics doivent se déclarer auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique. Une fois cette obligation remplie, il convient de remettre un rapport à la Haute Autorité, par le biais du téléservice accessible sur leur site, avant le 30 mars 2019.

[En savoir plus](#)



## Alliance pour l'industrie du futur

Le comité de coordination de l'Alliance pour l'Industrie du Futur a confirmé les orientations de la nouvelle feuille de route « **Industrie du Futur** » 2018-2022, qui se déclinent selon **3 axes stratégiques**

- Transformation des PME-ETI et des filières dans les territoires ;
- Développement et intégration des technologies du futur et leur normalisation ;
- Développement des compétences de demain ;

A noter également :

- L'objectif de 100 vitrines à labelliser d'ici 2020 ;
- L'objectif de renforcement des liens entre l'AIF, l'AFNOR et l'AFNeT pour combler le déficit d'experts sur la standardisation des sujets numériques (ex : jumeau numérique).



## Stratégie française de normalisation

La FIEEC s'investit dans la préparation du projet de **stratégie française de normalisation 2019**, articulé autour de 3 défis: la lutte contre le dérèglement climatique ; une numérisation maîtrisée ; une société plus inclusive.

La FIEEC est également fortement concernée par la transformation du **secteur des transports**, liée à l'émergence des systèmes connectés, autonomes et partagés et du déploiement de motorisations alternatives.

- Au sein du Comité Stratégique Électrotechnologies, la Fédération s'implique plus particulièrement dans les réflexions sur : le véhicule autonome, les batteries et l'intelligence artificielle. Ainsi, sur chacun de ces sujets, la FIEEC entend promouvoir le système français de normalisation, identifier les nouveaux besoins et offrir son aide aux différentes parties prenantes : secteurs industriels et pouvoirs publics.

21/01/19

CFPT – Commission Fédérale de  
Politique Technique



24/01/19

Réunion du CTELEC

29/01/19

AFNOR – réunion du GTP – groupe de  
travail permanent du CCPN  
Comité de coordination et de pilotage  
de la normalisation

6/02/19 ET 7/02/19

BT du CENELEC à Bruxelles



Les 5 et 6 février la FIEEC accueillera des représentants de son homologue allemand, le ZVEI pour une rencontre technique. Les échanges porteront notamment sur : l'Industrie du Futur, la nouvelle approche européenne et les relations avec la Commission Européenne ainsi que les travaux du CENELEC et de l'IEC.

## Soutien de la « Nouvelle Approche »

---

La Commission Européenne a pris des mesures pour débloquer l'aval du processus, à savoir la citation des normes européennes au Journal Officiel.

Cependant, il subsiste un risque que les demandes de normalisation de la Commission Européenne, deviennent excessivement détaillées et rigides. La FIEEC contribue aux réflexions nationales et au sein du CENELEC, en vue de rechercher un accord sur un mécanisme de révision flexible de ces demandes.

## Influence de l'industrie nationale à l'IEC

---

La FIEEC s'est positionnée sur des points clés :

- au lieu d'un principe d'équilibre géographique qui serait défavorable aux pays européens, nous proposons d'introduire un principe d'équilibre « ajusté » en fonction de l'engagement dans l'utilisation au niveau national des normes internationales ;
- malgré les objections au maintien du multilinguisme à l'IEC et la volonté d'utilisation de la langue française, nous poursuivrons l'effort de persuasion dans la gouvernance de l'IEC, en direction des Ministères concernés et des instances de la Francophonie.



## A RETENIR

La première réunion générale des membres du Comité Électrotechnique Français (CEF) se tiendra le 22 mars 2019 matin, à l'espace Hamelin.

A cette occasion sera organisée une table ronde sur les enjeux et les bénéfices de la normalisation et de l'évaluation de la conformité pour les entreprises.



**Manal EL BEKKARI**  
(*Doctorante-enseignante chercheur IAE Lyon, centre de recherche Magellan*)

## CONTREFAÇON : LES RISQUES POUR LES PME

**Résumé des travaux de recherche de Manal EL BEKKARI**  
(*doctorante-enseignante chercheur IAE Lyon, centre de recherche Magellan*)  
**Thèse encadrée par : Catherine MERCIER-SUISSA**  
(*Maître de conférence HDR- IAE Lyon*)

La contrefaçon industrielle est un **fléau en plein essor** entraînant de sérieux dommages pour l'entreprise, le consommateur et les différentes filières touchées.

PME et grandes entreprises sont toutes concernées par ce phénomène et y remédient désormais (ou pas) différemment, compte tenu de leurs moyens et des spécificités de leur industrie : une entreprise sur deux et une PME sur trois sont touchées par la contrefaçon (Unifab, 2010, CGPME, 2011).

Ce travail de recherche doctorale a pour objectif de mettre l'accent sur les enjeux du **risque de contrefaçon pour les PME industrielles internationalisées**. Il s'articule autour des modalités de gestion de ce dernier et cherche à mettre en évidence les différentes pratiques adoptées par les PME étudiées.

A l'international, la contrefaçon peut se manifester sous différentes formes, utilisant divers canaux et cellules souvent bien organisés. L'internationalisation de la chaîne de valeur de la production et de la distribution contribue à la complexification de ce fléau.

Entre des stratégies à la fois défensives, offensives ou anticipatrices, l'enjeu majeur pour la PME réside dans le fait de trouver la bonne combinaison d'outils et de pratiques qui pourront l'aider à **maintenir sa compétitivité sur le marché international**. Dans le contexte actuel, en France, l'Assemblée nationale a adopté, le 2 février 2013, un projet de loi visant à réprimander la contrefaçon. Mais face à cette « industrie » dont les acteurs profitent des failles juridiques laissées par les frontières entre les pays, la PME est exposée à un risque difficilement contournable.

Il nous apparaît donc intéressant d'examiner les différentes solutions possibles dont dispose la PME pour se couvrir contre le risque de contrefaçon et de repérer les modèles de couverture mis en place par ces entreprises. L'objectif final est de contribuer à leur amélioration.

Ce travail de recherche s'effectue en partenariat avec différents acteurs du monde socio-économique et des entreprises qui sont intéressées pour apporter leur témoignage sur ce sujet.

[Pour en savoir plus](#)

# Interviews du mois



**Emmanuel PETIT,**  
**Président de la Commission**  
**Fédérale de Politique Technique (CFPT)**

La **mission de la CFPT** consiste à coordonner et harmoniser, au sein de la fédération, les positions de politique technique relatives à la normalisation, à la réglementation technique, à l'évaluation de la conformité et à élaborer une stratégie d'influence associée, tout ceci dans l'objectif de défendre les intérêts de l'industrie.

Ses réflexions peuvent s'appuyer sur l'analyse des enjeux pour les différents secteurs d'activité, en matière d'évolutions économiques, techniques et sociétales, de compétitivité industrielle, de développement technologique, de maîtrise des coûts, de la nécessité de s'adapter à de nouvelles réglementations et de préférence de les anticiper etc.

Plus particulièrement, **en matière de normalisation**, il s'agit d'identifier au plus tôt les sujets sur lesquels il est important que les industriels de la filière définissent des positions communes, avant qu'ils soient portés dans les instances de normalisation, afin de mieux représenter les intérêts de l'industrie dans les comités techniques, en mobilisant les ressources de l'industrie à bon escient et en coordonnant ses efforts.

Il s'agit également de préparer la contribution aux groupes de travail nationaux, européens et internationaux traitant de thèmes à fort enjeu industriel et générant de nouveaux besoins de normalisation, comme « Smart Energy », « Smart Cities », Silver économie, véhicules électriques, « Intelligent Transport System », efficacité énergétique, rénovation des infrastructures électriques et numériques, rénovation des bâtiments et des logements, systèmes d'éclairage et technologie LED, etc.

Il s'agit enfin de renforcer notre capacité à promouvoir ces positions en s'appuyant sur des industriels à des postes stratégiques (président ou secrétaire de Comité technique, postes de gouvernance) dans les structures européennes et internationales de normalisation et d'évaluation de la conformité (IEC, CENELEC). A cet effet, la CFPT tiendra à jour une cartographie de ces postes stratégiques pour mieux anticiper nos candidatures.

Nous chercherons aussi à instaurer des échanges sur ces sujets, pour **élargir notre réflexion** sur les sujets de normalisation ISO - CEN, ETSI, ITU, à d'autres instances de normalisation (IEEE, consortia, etc.) qui présentent un intérêt pour la profession, tout en nous attachant à la spécificité des électrotechnologies.

**Ainsi, la normalisation représente un enjeu essentiel pour la compétitivité des entreprises du secteur des électrotechnologies.**

Nous nous efforcerons de **prendre en compte des sujets nouveaux ou d'importance croissante** comme les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), la transformation numérique, la cyber sécurité, l'industrie du futur etc.

Enfin, nous examinerons l'opportunité de **développer les échanges avec nos homologues européens**, notamment le ZVEI allemand avec qui cet échange existe déjà.

## BREXIT : vous devez vous préparer au scénario sans accord



Le pessimisme est de mise à Londres comme à Bruxelles quant à l'idée d'un accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE avant le 29 mars 2019, date effective du Brexit. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le rejet par le Parlement britannique du projet d'accord tient la corde. C'est pourquoi la FIEEC a élaboré un document intitulé "*Comment se préparer à une absence d'accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ?*". Il reprend à la fois les enjeux douaniers et un volet réglementaire (normes électriques, REACH, biens à double usage...). Il est notamment destiné aux PME-ETI qui ne font actuellement que des échanges intracommunautaires, avec le Royaume-Uni comme pays client ou fournisseur.

Par ailleurs, la Commission Européenne a mis en ligne diverses communications à l'intention des opérateurs de l'Union concernant les conséquences du retrait du Royaume-Uni sur un certain nombre de produits soumis à une réglementation spécifique (produits industriels, marchés publics, etc...).

[En savoir plus](#)

## Biens à double usage : le projet de révision en discussion à Bruxelles

Aux dernières nouvelles, il n'y a pas de consensus à Bruxelles quant au futur règlement UE sur les biens à double usage (civil et militaire). Compte tenu des réticences des industriels exprimées notamment par le SIEPS et la FIEEC, nous pouvons encore tenter d'éviter l'usine à gaz qui se profile. A suivre...



**24/01/19**

Réunion de la Commission internationale de la FIEEC



**1/02/19**

Colloque SIEPS - DGE - FIEEC "La Compliance dans tous ses Etats"

**10/04/19**

Séminaire DGA sur le contrôle des exportations

Lieu : Ecole Militaire- Paris

## Modernisation de l'Organisation Mondiale du Commerce : l'Europe fait des propositions

---

Les ¾ des Députés européens soutiennent cette réforme. Elle comprendrait la révision des règles, l'amélioration des procédures, dont la transparence, mais aussi l'intégration de sujets tels que le commerce électronique. La FIEEC est favorable au maintien d'un organe de règlement des différends efficace.

## Exportation : le nouveau dispositif de soutien se met en place

---

Si vous êtes une PME-ETI exportatrice et que vous avez besoin de garanties publiques, un nouveau "Pass'Export" est en place depuis 2018 facilitant l'accès à ces garanties, à condition de respecter une part française de 20 % minimum dans votre contrat d'exportation. Il convient de se renseigner en régions.

## Publication de l'accord avec le Japon

---

L'accord commercial UE-Japon est le plus important jamais négocié, représentant 40 % du commerce mondial et créant une zone commerciale de 600 millions de personnes. Publié au JOUE le 27 décembre 2018, il comporte notamment un volet règles d'origine sur lequel la FIEEC avait fait part de ses réticences concernant la vérification/preuve de l'origine. En effet, l'accord invite les exportateurs européens à fournir des informations confidentielles et sensibles aux autorités et clients japonais.

[En savoir plus](#)



## A RETENIR

### GUERRE COMMERCIALE ET RELATIONS UE USA

Alors que chinois et américains tentent de sortir de l'escalade sous la forme de droits de douane supplémentaires, l'UE veut démarrer en 2019 un nouveau cycle avec les Etats-Unis en vue d'un accord commercial supprimant les droits de douane sur les biens industriels. La FIEEC est sollicitée par les autorités françaises pour faire connaître ses intérêts offensifs et défensifs.



## Économie circulaire : un projet de loi en préparation pour 2019

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de la feuille de route adoptée en avril dernier, un vecteur législatif est indispensable pour certaines dispositions. Le Gouvernement travaille donc à un projet de loi économie circulaire pour le premier semestre 2019 qui comprendrait des mesures sur les REP, sur le plastique et sur la mise sur le marché des produits. Celui-ci devrait être présenté en Conseil des Ministres fin février et examiné à l'Assemblée nationale en avril. Ce projet de loi comprendra également la transposition des directives européennes sur les déchets adoptées en mai 2018. En tant que membre du COFIL de la FREC, la FIEEC participe aux travaux préparatoires organisés par le Gouvernement.

**A noter** : le créneau parlementaire d'avril étant très court, et pour laisser suffisamment de place au débat, le Gouvernement pourrait finalement s'orienter vers deux projets de loi distincts l'un en avril, et l'autre plutôt sur le 2ème semestre 2019.



## Économie circulaire : Quelle interface des réglementations substances, produits et déchets ?

La Commission Européenne a conduit en 2018 une large consultation sur des options d'amélioration de l'interface des réglementations applicables aux substances, produits et déchets. La FIEEC porte une approche pragmatique fondée sur la maîtrise des risques que peut présenter le recyclage pour la santé humaine et l'environnement et l'équilibre des obligations qui pèsent sur les producteurs par rapport aux autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement. La Commission doit désormais identifier les adaptations réglementaires nécessaires en procédant à un arbitrage politique, incertain aujourd'hui.

[En savoir plus](#)

## Les annexes de REACH sur les nanomatériaux définitivement adoptées

Suite à l'adaptation des annexes du règlement REACH aux nanomatériaux, les évaluations de la sécurité chimique et les dossiers d'enregistrement déposés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 devront comporter des informations spécifiques aux nanoformes de substances.

[En savoir plus](#)

29/01/19

Commission  
Environnement  
et Développement  
Durable



Piles Boutons et jeunes enfants : prévenir l'ingestion et adopter les bons réflexes en cas d'accident - [CP de la DGCCRF](#)

Publication de l'[arrêté du 11/12/18](#) fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les objets et produits chimiques ayant fait l'objet d'une préparation en vue de la réutilisation.

Publication du [rapport 2017](#) de l'ADEME concernant la filière des piles et accumulateurs



## Paquet énergie européen: la négociation touche à sa fin

Sur les 8 dossiers législatifs du paquet énergie, les 2 derniers accords entre les institutions européennes ont été scellés le 19 décembre 2018. Ainsi, la révision de la directive et du règlement sur le marché de l'électricité fixent les nouvelles règles européennes en matière de transition énergétique et de fonctionnement des marchés de l'électricité en renforçant la concurrence et permettant aux consommateurs de participer plus activement au marché.

[En savoir plus](#)

## Réunion du *Working Group Resource Efficiency* d'ORGALIME à Paris les 29 et 30 novembre derniers

Cette réunion a été l'occasion pour la FIEEC de donner à ses homologues européens un éclairage sur la politique nationale menée dans le domaine de l'économie circulaire avec les interventions de P. BODENEZ, DGPR, sur la FREC et de JP VENTÈRE, CGDD, sur les travaux relatifs à l'indice de réparabilité mais également de partager avec eux les travaux d'ESR sur l'éco-conception fin de vie.



### A RETENIR

## LA RÉGLEMENTATION BÂTIMENT EN CHANTIER

L'année 2019 s'annonce très riche en travaux sur les réglementations bâtiment : transposition de la directive EPBD, travaux préparatoires de la Réglementation environnementale 2020, préparation de l'ordonnance II prévue par l'article 49 de la loi ESSOC, révision du DPE, préparation du décret sur les économies d'énergie dans le tertiaire etc. La FIEEC et ses syndicats sont mobilisés pour contribuer activement à ces travaux.

## Le Cybersecurity Act fait l'objet d'un accord politique au niveau européen

Lors de la réunion du trilogue réunissant Parlement, Commission et Conseil le 10/12/18, un accord politique a été trouvé avec des évolutions positives souhaitées par la FIEEC :

- ajout d'un programme de travail annuel comprenant la liste des schémas de cybersécurité qui seront travaillés ;
- confirmation du caractère volontaire des schémas de certification (pour le niveau d'assurance élevé, la Commission évaluera régulièrement si un schéma doit devenir obligatoire par acte législatif de l'UE sur la base de la directive NIS) ;
- création d'un groupe permanent de certification des parties prenantes ;
- création de comités *ad hoc* de parties prenantes pour l'élaboration de chaque schéma de cybersécurité.

Les votes sur le texte en COREPER et en plénière du Parlement Européen auront lieu respectivement le 19 décembre et en mars 2019.

3 *workshops* internes seront organisés par ORGALIME en 2019 sur la législation européenne en matière de cybersécurité.

[En savoir plus](#)



## Des divergences entre les pays sur E-Privacy

La proposition de règlement révisant la Directive *E-Privacy*, que la FIEEC suit avec attention, a fait l'objet d'un rapport de progrès de la Présidence du Conseil lors du Conseil Télécoms du 5/12/18. Plusieurs articles font l'objet d'approches divergentes des Etats membres (scope, protection des appareils...).

28/01/19

WG industry and Digitisation  
ORGALIME



30/01/19

WG Cybersecurity ORGALIME



Consultation de la Commission  
sur l'évaluation de la Directive  
sur la désignation des  
infrastructures critiques

## Europe Numérique

---

Le Conseil a adopté une position concernant le programme Europe numérique pour la période 2021-2027, en excluant les aspects budgétaires. Les 5 sujets stratégiques sont les supercalculateurs, l'IA, la cybersécurité, les compétences numériques et la transformation numérique.



## Chaînes de valeur stratégiques

---

A la suite de la sélection le 13/11/18 de 16 chaînes de valeur industrielles par le Forum stratégique auquel la FIEEC a contribué, le processus de priorisation conduira au choix final de 6-7 chaînes de valeur stratégiques le 29/01/19 qui seront présentées le 06/02/19 lors des Journées Européennes de l'Industrie.

## L'UE se saisit de l'intelligence artificielle

---



Dans le prolongement de sa stratégie d'avril dernier, la Commission Européenne a adopté une nouvelle communication le 7/12/18 intitulée « *Plan d'action coordonné pour l'IA* », portant sur les domaines de l'investissement, la diffusion de l'IA, l'accessibilité des données, les défis sociétaux et les enjeux éthiques et réglementaires. Elle insiste notamment sur la nécessité d'accroître l'investissement public et privé de 20 Md d'euros par an pendant 10 ans et la mise en place d'un PPP.

## A RETENIR

### NÉGOCIATIONS SUR HORIZON EUROPE

Les discussions au niveau européen relatives au programme de R&D&I Horizon Europe pour la période 2021-2027 se poursuivent avec l'examen de l'approche générale lors du Conseil Compétitivité du 30/11/18 et des amendements de compromis en Commission ITRE du Parlement Européen le 21/11/18 (proposition de 120 Mds d'euros de budget). Le vote en séance publique a eu lieu le 10/11/18.

## Objectif fibre au cœur du déploiement des réseaux

**objectif  
fibre**



Objectif fibre, dont la FIEEC est membre, a conclu l'année 2018 par l'organisation de deux événements majeurs autour de la fibre optique et continuera de se mobiliser pleinement en 2019. En matière de bonnes pratiques professionnelles, le dernier guide pratique sur le raccordement des « services généraux » a été présenté à l'occasion d'un colloque à la FIEEC le 12/11/18. Les travaux 2019 porteront sur le raccordement à la fibre optique des locaux professionnels et des entreprises. Dans le domaine de la formation, Objectif fibre a organisé un grand événement le 10/12/18 dans le cadre de l'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) pour présenter notamment les outils de communication développés : kits événements, fiches métiers, futur site Internet, démonstrateur sur les métiers de la fibre... Les travaux 2019 porteront sur la poursuite de l'EDEC (prorogé jusqu'à mars 2020) et l'actualisation de la plaquette sur les plateaux techniques de formation.

## La 5G, un enjeu majeur pour la FIEEC

Dans le cadre de la feuille de route nationale sur la 5G présentée par le Gouvernement en juillet dernier et de la consultation de l'ARCEP sur l'attribution de nouvelles fréquences ; la FIEEC a publié une position insistant sur l'importance de cette technologie pour développer les nouveaux usages.



## La FIEEC partenaire du CES 2019

Dans le prolongement du partenariat noué avec la *Consumer Technology Association* (CTA) à l'occasion du CES Unveiled qui s'est tenu le 3/10/18, la FIEEC est partenaire du CES Las Vegas qui s'est tenu du 8 au 11 janvier 2019.

[En savoir plus](#)



Commission Numérique de la FIEEC (à définir prochainement)

Rapport de l'Assemblée nationale sur la blockchain

## La FIEEC a reçu Mathieu WEILL, Chef du Service économique de la DGE

A l'occasion de sa Commission numérique du 19/12/18, la FIEEC a reçu Mathieu WEILL afin d'échanger sur les grands sujets d'intérêts communs français et européens (infrastructures numériques, données, cybersécurité...) et souligner le partenariat public-privé entre nos organisations.



## Le CNI labellise deux nouveaux comités stratégiques de filière concernant le numérique



Lors de sa réunion du 22/11/18, le Conseil National de l'Industrie a labellisé 2 nouveaux CSF dans lesquels la FIEEC est impliquée: le CSF "*Infrastructures numériques*" (Président : Didier CAZAS, Président FFTélécoms, DGA Bouygues Télécom ; Vice-président : Jacques de HEERE, Acome, Sycabel) et le CSF "*Industries de sécurité*" dont la Présidence a été confiée à Marc DARMON, Président du CICS.

## La FIEEC mobilisée dans la filière Silver économie



Lors d'une réunion tenue le 22/10/18, Mme Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé a installé la nouvelle filière Silver économie. Lors de la première réunion du Conseil national de la filière auquel la FIEEC a également participé le 5/12/18, un projet de feuille de route a été proposé en vue d'une remise à la Ministre en janvier 2019. Des groupes de travail notamment sur l'adaptation de l'habitat, les innovations technologiques, les territoires, la formation... vont être créés afin de faire des propositions au Gouvernement en 2019 dans la perspective de la future loi sur l'adaptation de la société au vieillissement.

## A RETENIR

### IPV6

A l'issue des actions engagées par la FIEEC et dans le cadre du projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes, le Sénat a voté le 6/11/18 la suppression de l'obligation de compatibilité des équipements terminaux à IPv6 à compter de 2018. Le texte doit désormais être examiné à l'Assemblée nationale.

## Contrat d'études prospective Filière électrique

L'emploi et les compétences constituent une composante essentielle de la réussite des transitions écologique et numérique. Afin d'appréhender les conséquences globales sur l'emploi et les futurs besoins en compétences, les Fédérations professionnelles de la filière électrique, parmi lesquelles la FIEEC, ses membres associés et adhérents, FFIE - SERCE - GIMELEC - IGNES - se mobilisent pour conduire une démarche prospective sur l'emploi et les compétences. Cette réflexion ouverte et pragmatique associe les différentes parties prenantes. Le périmètre de ce contrat d'études prospective comprend les métiers de l'équipement, de la production (nucléaire, thermique, hydraulique, éolien, photovoltaïque), du transport et de la distribution (développement des réseaux électriques intelligents, du stockage, etc.), de la commercialisation et des services d'efficacité énergétique (objets connectés, etc.).



## Charte Qualité FIEEC

Les membres du groupe des centres de formation adhérents à la Charte Qualité FIEEC se sont réunis les 28 et 29 novembre 2018 dans les locaux de SOMFY à la suite de l'audit du centre de formation de Nantes. Les auditeurs ont émis un avis favorable au renouvellement de son adhésion pour une durée de 3 ans.

[En savoir plus](#)



**18/01/19**

COPIL EDEC Fibre optique



**23/01/19**

Commission Formation FIEEC

**22/03/19**

Assemblée plénière d'Objectif fibre

Suivre la création de France Compétences : ses missions, les projets de décrets, ...



Classe en entreprise : C'est un dispositif original pour découvrir l'entreprise et ses métiers

## Commission Formation FIEEC du 19 octobre 2018



Cette nouvelle commission a pour objectif de faire remonter les besoins des entreprises en termes de formation et faire redescendre les décisions prises par les différentes instances décisionnaires sur les sujets de formation (branches professionnelles, Ministères, France compétences, ...).

## Colloque annuel EDEC Fibre Optique le 10 décembre 2018

À l'occasion de cet événement le kit événementiel, le module de démonstration sur les métiers de la fibre, les fiches métiers et le futur site internet d'Objectif fibre ont été dévoilés. De plus, un état d'avancement a été réalisé sur les travaux d'Objectif fibre relatifs aux plateaux techniques de formation.

[En savoir plus](#)



## Certifications Professionnelles FIEEC

La FIEEC a réuni des entreprises adhérentes (SOMFY, DELTA DORE, LEGRAND, SCHNEIDER ELECTRIC, HAGER) afin de travailler sur la création de 2 certifications professionnelles : "*l'installation de solutions connectées pour l'habitat*" et le "*developpement de l'activité commerciale autour des solutions connectées pour l'habitat*". Ces 2 certifications ont reçu un avis favorable pour leur recensement à l'inventaire de la CNCP, les rendant éligibles au CPF.



## NOUVEAU SITE INTERNET «OBJECTIF FIBRE»

Dans le cadre des travaux de l'EDEC Fibre optique, un nouveau site internet « Objectif fibre » sera en mis en ligne début janvier 2019 sous la charte du nouveau logo d'Objectif fibre.



## Syndicats membres



## Membres associés

